

Europe

ÉLECTIONS FÉDÉRALES ALLEMANDES : LE NÉCESSAIRE RÉVEIL DU SPD

Ernst Stetter

11/03/2025

En Allemagne, les élections fédérales ont sonné comme un profond désaveu pour le Parti social-démocrate allemand (SPD) et entraînent la formation d'un gouvernement de coalition. Quelle voie celui-ci va-t-il désormais emprunter, alors que les Européens attendent du pays qu'il joue un rôle moteur pour garantir la stabilité du continent ? Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation pour l'Europe, livre son analyse.

Après les résultats surprenants des élections fédérales, l'Allemagne devait digérer le choc. Plus de 30% des voix se sont portées sur l'extrême droite et l'extrême gauche¹. Mais les périodes de turbulence contraignent la politique à poursuivre son cours avec détermination. À peine une semaine après le scrutin, l'Allemagne étonne en annonçant sa volonté de renverser totalement ses sacrosaintes positions budgétaires restrictives.

900 milliards d'euros des crédits supplémentaires : un virage budgétaire fondamental

Le *schuldenbremse* (« frein de la dette »), imposé par la Loi fondamentale et défendu avec ferveur par les conservateurs, serait réformé afin de répondre à la politique de disruption menée par le président des États-Unis, mais aussi à la faiblesse persistante de la croissance économique. Celle-ci souffre notamment de la dégradation des infrastructures essentielles au maintien de la compétitivité et du dynamisme de l'économie allemande.

Washington exige de l'Europe des réponses concrètes pour garantir la sécurité et la stabilité du continent, en particulier de l'Allemagne. Tous les regards se tournent vers Berlin. L'Union européenne attend de l'Allemagne qu'elle reprenne, aux côtés de la France, son rôle de moteur et de leader face aux États-Unis de Donald Trump et à l'agression menée par Vladimir Poutine.

Après quelques discussions à huis clos, les futurs partenaires de coalition gouvernementale, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, annoncent un paquet de 900 milliards d'euros de

crédits supplémentaires sur une période de dix ans². Ces crédits hors budget devraient financer les besoins de la Bundeswehr et la rénovation des infrastructures dégradées du pays.

Ce revirement budgétaire offre aux sociaux-démocrates, pourtant grands perdants de l'élection, l'opportunité inespérée de transformer une défaite historique en une renaissance politique dans un délai très court. La réforme fiscale proposée par le futur chancelier Friedrich Merz et le chef du SPD, Lars Klingbeil, entérine en partie la vision du chancelier sortant Olaf Scholz, qui soutenait que les investissements indispensables à la Bundeswehr et aux infrastructures ne pouvaient être financés qu'au prix d'un endettement supplémentaire. Par conséquent, une réforme urgente du *schuldenbremse* s'impose, impliquant un changement de la Loi fondamentale. Une telle réforme nécessitera une majorité des deux tiers au Parlement. Pour y parvenir, la CDU/CSU et le SPD devront impérativement obtenir le soutien des Verts lors de la dernière session du Bundestag sortant.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Un vote d'avertissement

Le nouveau gouvernement doit rapidement prouver sa détermination. Une grande partie des Allemands se sentent submergés par la menace terroriste persistante, par les tensions liées à l'immigration, mais surtout par la crise économique qui pèse sur la troisième économie mondiale. Ce mécontentement s'est traduit par une progression inquiétante de l'extrême droite : l'AfD a recueilli 20,8% des suffrages, confirmant ainsi une dynamique électorale alarmante³. À l'est, ils ont viré au « bleu », la couleur de l'extrême droite.

L'AfD a su tirer parti de la crise, de l'insatisfaction à l'égard de la politique gouvernementale et des craintes liées au déclin social et à l'immigration. Elle a su élargir son audience au-delà de ses thèmes traditionnels en matière économique, en prônant l'arrêt des éoliennes, la relance du nucléaire, l'expulsion des étrangers et la priorité donnée aux « nationaux de souche ». Il est frappant de constater que ces propositions, autrefois marginales, séduisent un nombre croissant d'électeurs, renforçant ainsi la normalisation progressive du parti, particulièrement dans l'est du

pays.

Tous les autres partis représentés au Bundestag ont exclu des coalitions avec l'AfD. Cela oblige la CDU/CSU à s'allier, à nouveau, avec les sociaux-démocrates (SPD) pour former un gouvernement. Une majorité parlementaire stable, excluant les extrêmes, ne semble possible qu'au travers d'une alliance entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, seule alternative pour éviter un blocage parlementaire ou un gouvernement minoritaire.

Le résultat désastreux du SPD

Les Allemands ont voté contre le renouvellement du gouvernement actuel composé du SPD, des Verts et des Libéraux. Les trois partis ont perdu massivement des voix. Les Libéraux ont perdu 7,1% et ne seront plus représentés au Bundestag, avec un score de 4,3%, sous la barre des 5%. Les Verts ont perdu 3,1% et n'ont qu'obtenu 11,6% des voix. Le SPD a réussi à avoir à peine 16,4% et perd plus de 9,3% par rapport aux dernières élections⁴. C'est son plus mauvais résultat depuis 1949. Pour la première fois de leur histoire, le SPD est seulement la troisième force politique à l'issue des élections fédérales.

L'analyse des résultats met en évidence plusieurs interrogations concernant le SPD.

Premièrement, le choix d'Olaf Scholz comme candidat à sa propre succession semble une décision discutable. En effet, il était le candidat le plus impopulaire dans tous les sondages. Cette impopularité se reflète concrètement dans la différence de 3,66% entre le premier vote, exprimé en faveur d'un candidat dans sa circonscription, et le second vote, destiné au parti dans l'ensemble du pays. Deuxièmement, la campagne électorale n'a pas convaincu l'électorat, et ce, malgré la faiblesse du *challenger* Friedrich Merz. Ce dernier n'a obtenu que 28,2%, bien en deçà de l'objectif qu'il visait, à savoir largement au-dessus de 30% des voix.

Ainsi, l'électorat a voté explicitement contre la continuité en rejetant l'actuel chancelier Olaf Scholz. Le SPD n'est pratiquement plus ancré structurellement en Allemagne de l'Est, où l'AfD d'extrême droite a réussi à obtenir 42 des 44 circonscriptions !

L'AfD est en tête aux élections fédérales dans tous les Länder d'Allemagne de l'Est. En Thuringe, le parti d'extrême droite a reçu 38,6% des votes de deuxième choix, tandis que le SPD n'a obtenu que 8,7%. Ainsi, il a perdu 15,7% par rapport aux dernières élections. En Saxe, l'AfD a gagné 37,3% des voix, le SPD à peine 8,4% et a perdu 12,6% des voix.

Le succès de l'AfD s'explique en grande partie par sa présence active sur les réseaux sociaux, ce qui

a favorisé un soutien massif de la part des jeunes électeurs. Parmi les 18-24 ans, le SPD n'a recueilli que 12% des voix, tandis que l'AfD a obtenu 21% des voix. Il convient de noter que l'électorat du SPD est de plus en plus vieillissant. En effet, le parti obtient son meilleur résultat auprès des électeurs de plus de 70 ans, qui ont voté à plus de 25% pour les sociaux-démocrates.

Il apparaît clairement qu'il ne suffit pas de lancer une communication sur les réseaux sociaux quelques semaines seulement avant les élections pour séduire les jeunes électeurs. En outre, les liens sociaux traditionnels du SPD, qui avaient été mis en avant lors de la campagne, se sont encore affaiblis. Le parti devrait désormais se concentrer sur la consolidation de ses relations avec les syndicats, ainsi qu'avec les organisations sportives, culturelles et sociales, afin de restaurer son ancrage dans la société civile. Ces liens, déjà fragilisés lors des précédentes élections, n'ont cessé de se distendre. De surcroît, une grande partie de l'électorat ne se sent plus concernée par le contenu programmatique du SPD. Ce dernier devrait réorienter son action politique en faveur de l'amélioration de la situation des travailleurs, une question particulièrement cruciale dans ses fiefs traditionnels. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, par exemple, le SPD a perdu 9,1% des voix, tandis que l'AfD a vu son score augmenter de 9,6%. Hormis dans les deux États-villes de Hambourg et Brême, il semble qu'il ne subsiste plus de territoires où le SPD puisse revendiquer une quelconque hégémonie politique et culturelle.

Le parti Die Linke a créé la surprise en menant une campagne habilement axée sur l'usage des réseaux sociaux, spécifiquement conçue pour séduire les jeunes électeurs. À la surprise générale, le parti est parvenu à recueillir 8,77% des suffrages, enregistrant une hausse remarquable, notamment après la scission en 2024 avec Sahra Wagenknecht. Cependant, sa nouvelle alliance de gauche nationaliste, le BSW, n'a pas pu réussir à franchir la barre de 5% et ne sera donc pas représentée au Bundestag. Il semble dès lors que le BSW ne soit qu'un épisode éphémère dans l'histoire des partis politiques allemands, sans véritable avenir à long terme.

Le nouvel homme fort du SPD

Lars Klingbeil, l'actuel coprésident du SPD, s'impose désormais comme la nouvelle figure de proue du parti. Dès le soir de la défaite électorale, le président du parti a proposé sa candidature pour diriger le groupe parlementaire, lui accordant ainsi une influence équivalente dans les négociations avec Friedrich Merz.

Klingbeil a su prouver ses talents de négociateur dès le lendemain, fort de son nouveau poids politique. Le SPD pourrait désormais exiger, entre autres, la réforme du frein de la dette et, surtout, le renouvellement des infrastructures à travers des crédits supplémentaires, hors du budget

habituel d'un montant de 500 milliards d'euros.

Malgré la défaite sanglante du parti aux élections, le SPD jouera un rôle majeur dans la prochaine coalition. Un autre défi majeur serait une réforme de la politique de migration. Avant la poursuite des pourparlers exploratoires sur la formation d'un gouvernement de coalition, le chef du SPD a tracé une ligne rouge sur le thème de l'immigration. Il indique très explicitement que le SPD ne participera pas à la fermeture des frontières en Allemagne. Il souligne que c'est surtout déraisonnable sur le plan européen. « Dans une époque où la réponse à Donald Trump doit être une Europe forte, il ne peut pas être question que le pays le plus puissant d'Europe ferme ses frontières », déclare-t-il avec justesse en contredisant fortement son homologue chrétien-démocrate⁵.

À la condition que le SPD se renouvelle aussi par un rajeunissement de son personnel actuel et une adaptation programmatique, il existe toutes les chances pour que les sociaux-démocrates renaissent avec force en Allemagne.

1. Valentin Ledroit, « [Élections allemandes : les résultats et la composition du nouveau Bundestag](#) », Touteleurope.eu, 24 février 2025.
2. « [L'Allemagne veut investir des centaines de milliards d'euros dans sa défense](#) », France 24, 4 mars 2025.
3. Valentin Ledroit, art. cité, 24 février 2025.
4. Valentin Ledroit, art. cité, 24 février 2025.
5. « [« Keine faktischen Grenzschießungen »: Klingbeil zieht rote Linie beim Thema Migration](#) », Tagesspiegel, 5 mars 2025.